

La fin de la souveraineté française

Posté le : 10 juin 2022 11:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Le Parlement Européen vient d'entériner le plan de la commission d'arrêter toute vente de voitures utilisant un tant soit peu des énergies « thermiques ». Associé à d'autres mesures concernant la construction et l'utilisation des espaces libres, tout aussi radicales, ce plan conditionne de façon colossale tout l'avenir des Français. Toutes les politiques nationales vont être fracassées par les aléas de ce plan de conversion absolue. .

Une élection présidentielle vient d'avoir lieu en France. Le sujet n'a pas été abordé. L'électeur ne savait même pas ce qui se tramait à Bruxelles. Les grands médias n'ont parlé de rien, comme il est d'usage pour les questions européennes.

Une élection législative est en cours. La question de la transition énergétique et de ses conséquences ne sera pas abordée. C'est tranché. Il ne s'agira que de retranscrire ce que le vote, démocratique, du Parlement Européen aura décidé.

Résumons-nous : la politique la plus problématique pour la vie des Français, avec des risques terrifiants échappe à tout débat national ou présidentiel ou législatif. L'évacuation de toute discussion est jugée normale, puisqu'il faut être européen.

On nous avait dit : la présidence française va tout changer. L'immense Macron va prendre en main l'avenir de l'Europe dans ses petites mains fébriles. Il n'a pas dit un mot, pendant toute sa présidence qui se termine à la fin du mois de ce projet pharaonique. Mais même Mme Morano, cette grande figure de la politique française profonde et enracinée, a expliqué que l'Europe, c'était formidable : le chargement des téléphones mobiles sera désormais alimenté par les mêmes câbles standard. Un acquis formidable pour la fameuse « vie quotidienne » des Français, un des objectifs phénoménaux de la présidence française de l'Union Européenne.

Aucune étude d'impact de l'interdiction des moteurs thermiques et des solutions hybrides n'a été proposée ni d'ailleurs faite.

Pourtant la question des estimations est facile à cadrer. Si on conserve, sans chercher de croissance, le niveau d'activité et de déplacement actuel les chiffres sont astronomiques :

- Industrie automobile française : 4 mille milliards d'euros
- Utilisateurs de voitures : 2.2 mille milliards d'euros
- Production de 500 térawattheures d'électricité : dépend du mix entre nucléaire et éoliennes. Coût minimum 2 mille milliards d'euros.
- Réseau de transport de l'électricité : doit être doublé. Coût impossible à évaluer en l'état car il dépend du mix de production dont on ne connaît rien. Plusieurs centaines de milliards d'euros au minimum (et la loi exige désormais que les câbles soient enterrés !).
- Bornes de recharge : il en faudra des ... millions. Coût : plusieurs dizaines de milliards.
- Impact sur la balance des paiements ? Tragique. Rien de qui est nécessaire aux batteries n'est

produit en France.

- Bilan carbone des actions de conversion : terrifiant. Pour le lithium nécessaire, il va falloir creuser l'équivalent d'un trou de cent kilomètres de diamètre sur 200 mètres de profondeur. Avec des engins au fuel... Un bon début
- Impact sur l'émission de CO2 de la transition : énorme mais non évalué.
- Baisse de la température anthropique : nulle à un horizon de 50 à 100 ans
- Les voitures d'occasion thermiques n'étant pas détruites, le parc continuera de tourner quelque part dans le monde. Effet sur le CO2. : nul.

Rappelons que la valeur ajoutée annuelle des entreprises françaises est d'environ 1.400 milliards d'euros. D'ici 2035, compte tenu des circonstances actuelles, guerre en Ukraine, pandémie en Chine, hyper inflation, on espère obtenir 15.000 milliards de valeur ajoutée cumulée, et ce serait déjà un exploit. Et entre 50% et 60% de cette somme serait à consacrer à la conversion décidée ? C'est évidemment impossible sans ruiner les Français.

Il y a un loup.

La vérité est simple : on va vers une réduction massive du nombre d'automobiles et un contingentement massif des transports, avec une hausse ravageuse des impôts, l'argent magique commençant à manquer.

Le niveau de vie et les libertés d'aller et venir vont être drastiquement réduits. Une horreur programmée qu'on s'interdit de dévoiler.

C'est pourquoi le plus grand silence politique accompagne ces décisions européennes en France. Discuter de la transition serait un blasphème ; Faire apparaître les conséquences, un risque politique trop grand, ne serait-ce qu'en démontrant que la démocratie française est strictement inutile au processus puisque tout est décidé ailleurs. Alors silence ! Tabou européiste et tabou écologiste se donnent la main pour que les débats soient évacués, en dépit du caractère terrifiant du projet.

Où est passé la souveraineté nationale ?

Emmanuel Macron continue sa politique d'achat de votes en alignant, aujourd'hui encore et après l'avoir fait continument depuis janvier 2021, les promesses catégorielles délirantes. Mais les directives économiques européennes à respecter viennent d'être signées. Elles annoncent une politique d'austérité renforcée, avec un désendettement obligatoire et l'obligation d'avoir une croissance des dépenses publiques moins fortes que celles des impôts ! Rappelons qu'en 2021 les impôts ont cru beaucoup plus vite que le PIB ! Sans aucun commentaire sinon l'article passé sur notre blog.

Pas un mot dans la presse.

Il sera bien temps d'affirmer au moment des décisions douloureuses que tout cela date d'il y a longtemps, que tout le monde était d'accord et qu'il faut respecter l'Europe notre protection contre la guerre et notre petitesse dans ce monde de brutes.

La presse chantera la chanson avec empressement.

Est-ce que c'est bien démocratique ? Ben oui puisque c'est voté par le Parlement après des élections libres. L'argument semble imparable. Il ne l'est pas, pour une raison simple : l'élection européenne ne se fait jamais sur un programme, donc ne laisse aucune occasion aux électeurs de choisir entre des des options. Le programme c'est la commission et la commission seule qui en décidera. Elle en

a le monopole absolu. On votera donc sur ce qu'elle voudra bien présenter. Le député européen fraîchement élu ne sait absolument pas de quoi il aura à juger. Il a été choisi par son parti et les Français ont voté sur des étiquettes partisans. Le parti n'a pas pu formaliser une réponse ou une analyse et il est impossible de vérifier auprès de l'électorat si son point de vue est admis. La France ne représente qu'une part ridicule des députés et ne peut pas y faire valoir ses singularités éventuelles. De toute façon la minuscule phalange française est divisée par le vote à la proportionnelle en chapelles nombreuses et incompatibles, alors que les partis, on devrait dire les « étiquettes », ont fait le choix de présenter soit des politiques victimes du suffrage universel soit d'europhobes convaincus. L'électeur dans un tel système ne peut orienter et encore moins décider d'aucune politique. Du coup la presse n'a pas à se saisir du moindre sujet. De toute façon le choix profond de l'électorat ne compte pas. Pas la peine de le démontrer au quotidien.

La solution était évidente pour éviter ce déni démocratique : envoyer 77 députés élus au Parlement **français** voter au Parlement européen, après que les directives ont été discutées au Parlement français, assurant à la fois la connexion avec le peuple et la vérification que la France n'y perd pas, avec une bonne couverture de la presse. Que se passerait-il si le vote européen était défavorable au choix français. On verrait aussitôt que l'Europe n'est pas la bénédiction assurée. La crise serait immédiate entre l'intérêt français décidé démocratiquement et l'intérêt dit européen décidés par d'autres. Alors on a fait de ces élections européennes frelatées un prétexte démocratique et une fête europhobe. Et après le silence tombe.

Ces mois de débat électoraux ont montré de façon caricaturale, d'abord que le gouvernement français était impuissant, ligoté par le gouvernement des juges et dominé par les instances européennes supranationales. Aucune mesure de sauvegarde nationale n'est possible. Le pouvoir français a été capturé par des camarillas familiales de hauts fonctionnaires qui servent leur intérêt de carrière et d'argent. Les partis sont des attrape-tout qui ne servent qu'à accorder des places sans débattre de rien. Aucune politique dans aucun domaine n'est réellement discutée nulle part.

Les observateurs remarquent la désagrégation nationale. Comment en serait-il autrement. Il n'y a plus de pouvoir régalien et l'économie est laissée à des instances supranationales.

On va vers une abstention de plus de 50% au premier tour et de 60% au second tour, aux élections législatives. A quoi sert de voter pour des guignols impuissants sinon en matière fiscale ?

Les Français ne peuvent orienter quoi que ce soit par leur vote. La démocratie ce n'est pas voter. C'est pouvoir orienter la politique par son vote. Méprisés par des démagogues cyniques qui au pouvoir les achètent avec des promesses minables (chèque menstrues pour les étudiantes, chèque mangas pour les adolescents, chèque, chèque, chèque...) et dans l'opposition font de la surenchère minable contre des victimes expiatoires en annonçant de nouveaux chèques encore plus gros. Les Français ont à la fois honte de l'image qu'on leur renvoie d'eux-mêmes et des propositions qu'on leur fait. Ils se détournent du vote. Quoi de plus normal ?

C'est comme cela qu'un grand peuple meurt. Le plan de « transition » voté par le Parlement européen accélérera la mise au tombeau.

RIP.

Didier Dufau